

Devoir et nécessité: à quoi sert le breton à ceux qui le parlent ?

Yves Le Berre, Jean Le Dû

► **To cite this version:**

Yves Le Berre, Jean Le Dû. Devoir et nécessité: à quoi sert le breton à ceux qui le parlent?. La Bretagne Linguistique, Centre de Recherche Bretonne et Celtique, 2016, 20, pp.147-160. hal-02930141

HAL Id: hal-02930141

<https://hal.univ-brest.fr/hal-02930141>

Submitted on 4 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Devoir et nécessité : à quoi sert le breton à ceux qui le parlent ?

Duty and necessity: what use is Breton to those who speak it?

Yves Le Berre et Jean Le Dù



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lbl/504>

Éditeur

Université de Bretagne Occidentale – UBO

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2016

Pagination : 147-160

ISBN : 979-10-92331-24-0

ISSN : 1270-2412

Référence électronique

Yves Le Berre et Jean Le Dù, « Devoir et nécessité : à quoi sert le breton à ceux qui le parlent ? », *La Bretagne Linguistique* [En ligne], 20 | 2016, mis en ligne le 30 mai 2020, consulté le 25 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lbl/504>



La Bretagne Linguistique est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Yves LE BERRE* et Jean LE DÛ*

Devoir et nécessité : à quoi sert le breton à ceux qui le parlent ?

Lil n'est plus nécessaire à personne de parler breton pour gagner son pain quotidien, se déplacer ou vivre sa vie affective et sociale dans la Basse-Bretagne d'aujourd'hui. Le processus presque millénaire à l'issue duquel la connaissance du français a fini par se répandre dans la population tout entière tandis que la pratique du breton se rétractait spatialement, socialement et institutionnellement est désormais plus ou moins bien connu selon les endroits et les époques, en particulier grâce aux divers travaux de Fañch Broudic¹.

Pour autant le breton n'est pas une langue morte.

Quelques dizaines de milliers de personnes le parlent régulièrement, souvent ou occasionnellement. Mais ils appartiennent presque tous à la tranche la plus âgée de la population rurale et sont économiquement inactifs depuis au moins dix ou quinze ans. Le breton est en outre rémanent (à l'état de connaissance passive) dans une partie de la population urbaine, d'origine rurale, qui a elle aussi déjà dépassé l'âge de la retraite. Enfin il s'enseigne comme discipline scolaire à des enfants francophones dont les parents, dans leur très grande majorité, ne le connaissent pas.

La constatation d'une récession continue, malgré les progrès accomplis par l'enseignement scolaire et associatif, suscite des sentiments divers

* Professeurs émérites de breton et celtique, CRBC (EA 4451), UBO.

1. Voir notamment Fañch BROUDIC, *La pratique du breton de l'Ancien Régime à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995 ou *Parler breton au XXI^e siècle*, Brest, Emgleo Breiz, 2009.

qui se traduisent, mais dans une petite partie seulement de la population, par des discours et par des actes publics. Tous ces discours ont pour point commun d'assumer la situation du breton, c'est-à-dire littéralement de la prendre en charge, comme si leurs auteurs devaient en répondre devant l'histoire.

Ils diffèrent en revanche de façon radicale quant aux conséquences d'une possible disparition du breton vernaculaire. Les uns (enseignants et journalistes) tentent d'assurer une transmission du breton patrimonial en maintenant un lien humain entre les générations anciennes et les nouvelles. Les autres (enseignants et militants plus politisés) voient avec indifférence disparaître les « patois terminaux », mités par le français et culturellement obsolètes, leur préférant une langue entièrement régénérée, linguistiquement purifiée et enrichie d'innombrables vocables destinés à l'installer dans la contemporanéité.

Aux premiers, considérés par les seconds comme des passéistes, la tâche déprimante de compter à l'ouest de la région, du côté du couchant, les bretonnants de moins en moins nombreux. Et celle, ingrate, de transmettre des valeurs linguistiques et culturelles ancestrales à des enfants et à des jeunes gens dont le mode de vie et l'imaginaire sont entièrement modelés par l'urbanité marchande et médiatique.

Aux seconds le travail exaltant de mesurer les flux d'élèves entrant dans le système scolaire d'où ils ressortiront vingt ans plus tard, baptisés (par immersion) brittophones, et qui prendront la place des disparus, sauvant ainsi la langue, repoussant ses frontières jusqu'aux limites de la Bretagne éternelle, universalisant ses capacités d'expression ; et d'empiler les signatures d'élus et de chefs d'entreprises qui s'engagent à assurer une présence sociale du breton dans l'espace dont ils ont la responsabilité. Travail piloté depuis la capitale régionale, au levant, et d'autant plus gratifiant qu'il s'effectue désormais grâce à d'importants moyens institutionnels.

Nous ne souhaitons revenir aujourd'hui précisément ni sur ces évolutions mesurables dont nous avons nous-mêmes abondamment parlé tout au long des années 1980 et 1990 ni sur ce partage idéologique dont les racines plongent au moins aussi loin que la Première Guerre mondiale et en réalité bien au-delà.

Ce qui n'a, semble-t-il, guère été étudié et que nous voudrions essayer de décrire, c'est comment ce processus, dont nous enregistrons les résultats chiffrés et dont nous recherchons les causes et les conséquences générales², s'est déroulé concrètement à l'échelle microscopique de la vie

2. Politiques, économiques, sociales et culturelles.

familiale et villageoise, s'accélération considérablement dans les années de l'après-Seconde Guerre mondiale, passant ensuite des stades de non-retour³. Et comment il a abouti aujourd'hui à une situation où les comptages et statistiques deviennent de plus en plus difficiles à effectuer⁴ et de moins en moins fiables sociologiquement⁵.

Notre sentiment est qu'un processus qualitatif s'est superposé depuis une quinzaine d'années au processus quantitatif que nous observons jusqu'à la fin du XX^e siècle. Discours nouveaux et attitudes nouvelles résultent de ce processus inédit et le manifestent quotidiennement à nos yeux, même si, victimes de nos propres représentations antérieures, nous avons tous un peu de mal à en prendre conscience.

Du côté du couchant

Certains d'entre nous ont pu connaître dans leur enfance ou leur adolescence, après la Seconde Guerre mondiale, les derniers locuteurs unilingues du breton. C'étaient exclusivement des femmes qui nous semblaient très âgées et qui avaient pour une raison ou une autre échappé à l'obligation scolaire ou en avaient si peu bénéficié qu'elles avaient oublié les bases de français acquises en classe. Elles étaient les derniers témoins d'un état social qui autorisait encore l'ignorance du français, à condition toutefois de confiner son existence à l'espace villageois et paroissial. Leur disparition progressive, au plus tard dans les années 1990, a peu à peu levé l'obligation pour les adultes d'utiliser le breton en famille, et par conséquent de le transmettre naturellement à leurs enfants.

Peu après la génération la plus âgée, qui était capable de s'exprimer dans un français scolaire, mais seulement quand c'était nécessaire, a cessé de cohabiter avec la génération plus jeune qui reprenait les exploitations agricoles et les modernisait. Beaucoup de ces anciens ont alors vécu dans la vieille maison de ferme tandis que leurs enfants et petits-enfants partaient habiter dans la maison neuve voisine. Là où petits-enfants et grands-parents ne vivaient plus sous le même toit, même s'ils se voyaient souvent, leurs relations se sont inévitablement distendues : le français était la langue

3. L'arrêt de la transmission de la langue des aînés vers les enfants pendant plus de deux générations.

4. Comment compter les « nouveaux bretonnants » avant d'avoir réussi à en donner une bonne définition ? Les adolescents qui étudient l'anglais au collège et au lycée doivent-ils être considérés comme de « nouveaux anglophones » ?

5. Ils reposent sur des séries de réponses extrêmement (excessivement) minoritaires et subjectives.

du foyer de l'enfant ; il comprenait bien ce que lui disaient ses grands-parents en breton, mais il leur répondait presque toujours en français.

Lorsque les grands-parents, devenus très vieux, sont partis dans les maisons de retraite, les enfants sont eux-mêmes partis vivre du dimanche soir au samedi après-midi à l'internat du collège le plus proche de leur domicile et la rupture a été quasi totale. Les premières générations d'enfants de la campagne ne sachant plus du tout le breton sont apparues à cette époque, à la fin des années 1960 et au début des années 1970⁶. La rupture a été assez brutale : dans certaines familles les aînés comprenaient bien, voire pouvaient former des phrases simples en breton, tandis que leurs cadets de quelques années étaient incapables de l'un comme de l'autre.

Comprenons-nous bien : nous ne proposons pas ce modèle pour remplacer les explications déjà formulées. Simplement les causes générales n'agissent pas directement. Par exemple l'arrivée de l'électricité, du tracteur et des salles de traite, l'adhésion de l'exploitant à une coopérative et l'ouverture d'un compte au Crédit Agricole n'ont pas de conséquence immédiate sur les usages linguistiques dans une exploitation. Il faut d'abord que l'usage du breton ait été étiqueté dans la conscience des locuteurs comme incompatible avec ces nouveautés pour que leurs effets se fassent sentir concrètement. Ce qui relève, non pas de l'économie, mais de la psychologie sociale : c'est bien parce que l'opposition des parents aux nouveautés désirées par le jeune exploitant s'est exprimée en breton que ce dernier a associé langue bretonne et refus de la modernité. Et c'est bien parce que la formation professionnelle acquise à l'école ou par correspondance, et qui prônait ces nouveautés, était rédigée ou enseignée en français que le jeune exploitant a associé modernité et français.

En revanche l'adoption chez les agriculteurs de la structure familiale nucléaire est un phénomène commun à tous les pays industrialisés de l'après-guerre. Véhiculée par la publicité, la radio, le cinéma, puis par les premières séries télévisées, elle a eu des effets pratiques et psychologiques indéniables et universels : elle a libéré les femmes d'agriculteurs de l'obligation, en plus de leur travail propre sur l'exploitation, de servir pendant les plus belles années de leur vie d'aides ménagères, voire d'infirmières, à leurs vieux parents ou beaux-parents. Puissant moteur de la fin de la cohabitation des générations et du développement exponentiel des maisons de retraite plus ou moins médicalisées, ce modèle a directement et méca-

6. Estimation grossière : cette fourchette dépend évidemment, entre autres facteurs, de l'état de l'agriculture et de la société au moment et à l'endroit considérés. Plus tôt sur le littoral, plus tard dans l'intérieur des terres.

niquement entraîné la fin de la transmission intrafamiliale des badumes⁷, patois, dialectes, quelle que soit la façon dont on les nomme, partout où il a été adopté, donc en Basse-Bretagne également.

Les bonnes questions, depuis la fin de la transmission naturelle du breton, sont donc :

1. Que sont devenues aujourd'hui les dernières générations d'enfants qui avaient appris le breton dans leur famille ?
2. Quels effets réels ont produit les progrès de l'enseignement scolaire et associatif du breton depuis les années 1970 ?

La rémanence urbaine

On ne sait plus grand-chose des variétés de breton qui se parlaient dans les ports et les petites villes marchés jusque dans le deuxième tiers du XX^e siècle. Elles étaient probablement très proches des badumes pratiqués dans les campagnes alentour, avec toutefois des traits marquant une recherche de distinction et qui étaient très bien interprétés par les paysans, sur le marché ou autour des halles, comme destinés à souligner par contraste leur propre infériorité.

La seule grande ville de l'Ouest breton, Brest, était entourée par des campagnes bretonnantes et on entendait couramment parler breton intra muros, dans le quartier de Recouvrance, dont la population était pour une bonne part originaire de la presqu'île de Crozon. La destruction de la ville pendant l'été 1944 et sa reconstruction ultérieure auront pour conséquence secondaire la dissolution de ce noyau allophone relativement compact.

On n'a ensuite étudié que très ponctuellement les effets sociolinguistiques de l'arrivée dans les villes de centaines de milliers de bretonnants⁸ au cours des deux ou trois décennies de la révolution agricole. Ils semblent y avoir très majoritairement adopté le français comme langue d'usage, ce qui n'était pas forcément le cas de leurs prédécesseurs de l'entre-deux-guerres⁹, moins instruits et moins qualifiés.

7. Sur la notion de « badume », voir Yves LE BERRE et Jean LE DÛ, « Parité et disparité : sphère publique et sphère privée de la parole », *La Bretagne linguistique*, n° 10, Brest, CRBC, 1996, p. 7-25.

8. Brest passe de 74 991 habitants (1946) à 154 023 (1968). Quimper passe de 20 149 habitants (1946) à 52 496 (1968). Soit environ 100 000 nouveaux habitants pour ces deux seules villes du Finistère. L'immigration étrangère étant très faible, les nouveaux citadins ne peuvent provenir que des campagnes environnantes.

9. Vers 1958, nous avons été frappé d'entendre beaucoup de breton à la sortie de la messe dominicale, autour de l'église de Trélazé, tout près d'Angers.

N'ayant pratiquement plus aujourd'hui, et depuis longtemps, d'occasions de pratiquer le breton, ils ne savent souvent pas très bien s'ils le connaissent encore. Ils doivent donner aux enquêteurs qui les interrogent des réponses très subjectives, se surestimant ou se sous-estimant selon les cas.

Certains assument pleinement le détachement du monde – et de la langue – de leur enfance, se présentant comme résolument modernistes. Quelques-uns éprouvent du regret d'avoir laissé échapper ce qu'ils considèrent comme une richesse perdue ; ils s'efforcent de suivre les émissions à la radio et à la télé, ils peuvent essayer de lire un peu en breton, de s'inscrire à des cours du soir ; nous en avons vu passer d'assez nombreux par le DU¹⁰, voire s'inscrire en Licence dans notre département. La position majoritaire semble toutefois être l'indifférence, mais il faudrait le vérifier tant qu'il en est temps.

Il serait en particulier intéressant de savoir comment ils se comportent vis-à-vis de leurs petits-enfants scolarisés dans des classes bilingues : considèrent-ils le breton scolaire comme artificiel et de plus mauvaise qualité que le leur propre ? Pensent-ils au contraire que leur badume est dépassé et sans intérêt pour des enfants d'aujourd'hui ? Essaient-ils tout de même de leur parler breton, malgré les différences ?

Le breton ne peut donc avoir pour seule utilité, pour un petit nombre d'entre eux, que d'accompagner un retour sur l'enfance et la jeunesse, parfois de procurer une activité régulière de loisir et de socialisation.

La survivance rurale

Il n'y a plus de sanctuaire sociologique pour le breton : les ouvriers agricoles sans terre, la paysannerie pauvre, la petite pêche de subsistance, l'artisanat rural ont disparu. Les dernières institutions qui aient utilisé plus ou moins régulièrement le breton ont été les conseils municipaux ruraux. La multiplication des lotissements autour des bourgs et l'arrivée des rurbains dans les conseils – où ils font voter des motions pour demander l'ouverture de classes bilingues – ont évidemment mis fin à cette pratique biséculaire héritée des conseils de fabrique.

La grande nouveauté des quinze ou vingt dernières années, c'est la disparition du tissu social continu des bretonnants. Auparavant un bon marcheur se déplaçant dans la campagne, de ferme en ferme, était assuré de

10. Le diplôme d'université « Langues et Cultures de la Bretagne » dispensé par l'UBO est ouvert au grand public et propose un panorama de l'histoire de la Bretagne, de la langue bretonne et de la littérature régionale.

rencontrer partout sur son chemin des personnes capables de lui répondre en breton. Ce n'est plus vrai aujourd'hui et le même marcheur passerait par trois ou quatre fermes sans pouvoir demander un renseignement autrement qu'en français. La sociabilité linguistique des bretonnants ruraux ressemble de ce fait de plus en plus à celle des bretonnants urbains. Pour pouvoir parler breton, il faut désormais une occasion particulière : l'après-messe dominicale, le goûter qui suit un enterrement, le café qui clôture une journée d'entretien des sentiers de la commune, un repas d'anciens, une rencontre fortuite au supermarché ou sur le port.

C'est un nouveau point de non-retour qui vient d'être franchi : la pratique familiale du breton n'était déjà plus possible depuis que la jeune génération avait cessé de le comprendre ; c'est désormais la vie vicinale qui s'étiole parce que les voisins avec lesquels on avait l'habitude de bavarder en breton sont décédés ou partis vivre en maison de retraite et remplacés par des urbains qui ne connaissent pour la plupart que le français ou qui, ayant appris un peu de breton à l'école, n'ont de toute façon ni les références culturelles ni les centres d'intérêt qui permettraient l'établissement d'une relation suivie et intéressante pour les deux parties.

Ce que nous décrivons ici est évidemment une situation moyenne qu'il faut nuancer selon les endroits, mais le glissement, s'il est plus ou moins accusé, est partout le même et rien ne semble pouvoir l'arrêter – sans parler de l'inverser. Nous avons appelé ce phénomène la grande bascule, parce que nous avons l'un et l'autre, aux deux extrémités nord-est et sud-ouest de l'aire linguistique du breton, le même sentiment de basculement de cette langue dans le passé social. Et le désarroi des derniers bretonnants face à une situation qu'ils n'auraient jamais imaginée possible dans leur jeunesse des années 1950 les conduit à considérer qu'ils n'ont rien de bon à transmettre à leurs petits-enfants scolarisés dans les écoles bilingues, et même à survaloriser le breton appris par ces derniers comme une langue étrangère.

Du côté du levant

Du droit des enfants...

La proposition de loi communiste de 1947 en faveur de l'enseignement de la langue bretonne constatait qu'elle était « Le parler quotidien de plus d'un million de personnes » et que « La langue naturelle de certaines de milliers d'enfants n'est pas la langue de l'école ». Le but de cette proposition, comme celui du projet Vourc'h présenté par les sénateurs l'année suivante, était de lutter contre « l'instauration dans certains foyers,

dans certaines localités, d'un jargon mi-breton, mi-français dont aucune des deux langues n'a lieu de s'honorer ». Il s'agissait bien dans l'esprit des politiques de tous bords de défendre le droit des enfants à recevoir un enseignement prenant en compte leurs acquis familiaux. Tout cela déboucha sur la loi Deixonne de 1951 qui s'appliquait aux langues régionales dans leurs « zones d'influence », dans notre cas la Basse-Bretagne. C'est ainsi que quelques maîtres dévoués réunis au sein d'*Emgleo Breiz* (Entente culturelle bretonne) se consacrèrent à l'enseignement du breton tant dans le privé que dans le public. Leur but était de permettre aux enfants bretonnants d'apprendre à lire et écrire leurs badumes grâce à une graphie phonologique souple dite orthographe universitaire. Le succès des concours de rédaction qu'ils organisaient sur des sujets portant sur la vie paysanne comme « la bête perdue » ou « l'incendie de la grange » atteste de la réussite de cette initiative. La grande masse des participants étaient nés dans les années 1940, mais leur nombre a décliné très vite au cours de la décennie suivante, conséquence de l'arrêt de la transmission de la langue et de la modernisation de l'agriculture, quand les enfants ont cessé de garder les vaches et de participer aux travaux de la ferme. Au cours des années 1970, les derniers bretonnants de naissance, ou du moins ceux qui avaient appris la langue au contact des anciens, utilisaient l'épreuve facultative de breton au bac comme une aubaine, pour gagner quelques points (« *vid kaoud poñchou* ») en assistant à un nombre de cours très réduit. Il est possible que ces personnes maintenant retraitées suivent par nostalgie ou par désœuvrement des cours du soir de breton.

... au droit à la langue

Les défenseurs du breton populaire étant désarmés, le champ restait désormais ouvert aux partisans du breton unifié réunis maintenant au sein de *Kuzul ar brezhoneg* (Conseil du breton), qui s'étaient jusque-là tenus à l'écart de revendications qu'ils qualifiaient avec mépris de régionalistes. Les événements de 1968 ont favorisé la substitution d'un discours tiers-mondiste à une revendication nationaliste encore trop marquée dans l'esprit des bretonnants par les souvenirs de la collaboration. La défense des enfants cédait désormais la place à la sauvegarde de la langue comme entité abstraite détachée de la réalité sociale. Inutile de revenir sur l'histoire qui a commencé par la création de l'Institut culturel de Bretagne en 1981 grâce à l'appui de Giscard d'Estaing pour aboutir à la semi-officialisation actuelle du breton passé de l'état de langue de ploucs à celui de langue ethnique de la Bretagne malgré quelques concessions de forme à la « langue gallèse » née en réaction à la toute-puissance du breton.

La création des écoles Diwan, puis des écoles bilingues et du CAPES s'est faite à la fin des années 1970, à un moment où la rupture de la transmission était définitivement établie. Dès lors, il n'était plus question d'enseigner autre chose que le breton unifié. Déjà en 1941, c'est sur des critères pédagogiques que la graphie dite *peurunvan* (superunifiée) avait été fondée, afin que les mêmes ouvrages puissent être utilisés sur l'ensemble de la Basse-Bretagne en dépit des différences dialectales. On peut désormais ignorer les badumes moribonds et enseigner une langue unifiée comme l'avait fait l'école dite jacobine de Jules Ferry pour la langue française.

Si une partie des premiers enfants fréquentant ces écoles ont pu avoir un certain contact avec le breton hérité, ceux d'aujourd'hui n'ont guère l'occasion d'entendre des conversations en breton naturel. C'est naturellement vrai pour les enfants d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Atlantique, mais aussi pour ceux qui vivent dans les villes de Basse-Bretagne et même dans les bourgs ruraux. Les nouveaux lotissements n'accueillent que de jeunes couples francophones, les zones côtières sont de plus en plus peuplées de retraités venus d'ailleurs. La langue usuelle de leurs parents est le français paritaire de leur génération, dont ils partagent les choix culturels. Plusieurs études ont montré que la plupart voient avant tout dans l'enseignement bilingue ou par immersion la possibilité d'un suivi plus personnalisé de leurs enfants. En général, le breton reste secondaire à leurs yeux, puisque qu'en général ils ne cherchent même pas à apprendre les rudiments de la langue d'enseignement de leurs enfants. Il est d'ailleurs remarquable que des parents totalement étrangers à la région ou même au pays inscrivent leurs enfants dans ces filières sous prétexte de leur permettre de se fondre dans la culture locale.

Les petits bretonnants d'il y a 70 ans entendaient parler le français à l'école et le breton à l'extérieur : c'est désormais l'inverse pour les jeunes brittophones, mais à la différence majeure qu'il n'existe aucune base arrière, aucune réserve où le breton soit langue de la vie courante. S'ils veulent entendre du breton, ils peuvent écouter des émissions de radio dont les animateurs sont par la force des choses presque toujours des néobretonnants, ou suivre l'émission hebdomadaire de France 3 Bretagne en breton qui s'adresse à eux en priorité. Le discours dominant étant que le breton doit devenir une langue urbaine, on cherche à faire vivre aux enfants une modernité bretonnante (ou une bretonnité moderne) qui conduit en réalité à une complète assimilation à la culture de masse (sit-com, BD, musique pop etc.) et à un rejet total (parfois théorisé) de l'héritage culturel du breton historique (littérature, folklore...) sauf, pour certains, le gouren

et certains jeux traditionnels. Il est remarquable que dans les *festou-noz*, devenus en quelque sorte un emblème de la culture bretonne, les paroles chantées font plus souvent référence à une civilisation engloutie qu'aux problèmes du temps présent.

Jadis presque totalement absent de la signalisation urbaine, le breton est désormais visible dans les lieux publics, à l'entrée des communes¹¹ et aussi sur des panneaux dans certaines villes comme Brest, Guingamp, Carhaix ou même Rennes, dont les rues ont des appellations bilingues avec des noms bretons improbables. La qualité de la langue utilisée n'a aucune importance, et des fautes grossières de breton peuvent figurer sur des inscriptions sans que nul – à part des mauvais coucheurs comme nous – n'y trouve à redire.

La création artistique et culturelle dans cette variété de nov-langue est d'une extrême pauvreté. Aucun livre en breton ne pourrait rembourser les frais de son édition grâce à ses ventes sans l'aide de la Région. Les ouvrages à succès sont toujours en français.

La capacité des élèves à communiquer en breton avec les derniers bretonnants de naissance est très limitée, pour des raisons qui tiennent à la différence des variétés de langue en présence, mais aussi à l'absence de références culturelles communes. On ne voit pas bien en quelles circonstances ces jeunes auraient à échanger avec les bretonnants âgés en dehors de leur famille alors que dans l'ensemble de la société les contacts entre jeunes et personnes âgées est en général fort limité, sinon inexistant.

Un des personnages clés du changement de stratégie et des succès tactiques de Diwan est André Lavanant, d'abord secrétaire de l'association, puis trésorier, enfin président pendant deux mandats de six ans, donc présent à la direction presque sans interruption de 1980 à 1997. Imprimeur sur le port de Brest, c'est lui, semble-t-il, qui introduit à Diwan sa culture entrepreneuriale et en booste la communication. Pour résumer grossièrement ce qui a dû être bien plus complexe : le breton est une matière première comme une autre ; on peut à partir de cette matière première, avec une bonne ingénierie et un bon management, produire des brittophones en série, comme on « produit » des commandos de la Marine, des ingénieurs ou des médecins. Pour les écouler, il faut créer un marché. Pour créer le marché, il faut communiquer sur le produit et faire naître un désir chez le consommateur potentiel. Donc :

– persuader les jeunes parents que leurs enfants ont tout intérêt à fréquenter une école bilingue. Non seulement ils accompliront un devoir de

11. Par exemple, le panneau trilingue : « Pordic, Pordi, Porzhig ».

mémoire, mais leur avenir sera meilleur que celui des enfants scolarisés dans les filières ordinaires ;

– persuader les entreprises que l’image de marque modernisée du breton peut flatter le sentiment d’identité ou le désir d’exotisme naturel des consommateurs, donc favoriser l’écoulement des produits locaux aussi bien sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs ;

– persuader les élus et les responsables de l’administration qu’ils ont affaire à une lame de fond qui soulève durablement l’opinion et que, s’ils ne l’accompagnent pas, ils seront balayés par elle.

Toutes ces forces se conjuguant, des emplois divers se créeront qui accueilleront les jeunes brittophones, lesquels, devenus cadres, favoriseront l’embauche de leurs cadets etc. Cette vis sans fin provoquera un développement de l’enseignement du breton qui lui-même entraînera la création de nouveaux emplois liés à la langue, laquelle aura de la sorte réuni les conditions nécessaires à sa survie et à son développement.

Quel est le bilan quantitatif de cette stratégie ?

• Il est très difficile de se procurer des nombres précis auprès des différentes sources disponibles. Les taux de progression en pourcentage, les courbes ascendantes et les histogrammes qui en sont tirés sont en revanche d’accès très faciles, mais parfois trompeurs. Par exemple, une progression de 5 à 10 élèves fournira un éventail de graphes très impressionnants laissant au lecteur l’impression d’un progrès impétueux. Mais, rapportée à la population d’un collège qui compterait 500 élèves, l’évolution réelle n’est que de 1% ; elle devrait donc se maintenir pendant un siècle pour atteindre sa limite ultime. Comparons les chiffres de la rentrée 2001 (date approximative de nos dernières analyses) avec ceux de la rentrée 2014, pour estimer le progrès réel accompli au cours de cette période. Faute de pouvoir retrouver le nombre exact d’élèves scolarisés dans l’académie de Rennes en 2001, nous supposons qu’il a peu varié en 13 ans, les taux de natalité et d’immigration n’ayant pas eux non plus beaucoup varié. C’est donc à partir d’un total de 615 000 élèves des premier et second degrés que nous raisonnerons.

Diwan comptait 2 609 élèves à la rentrée 2001 (0,42% des 615 000 élèves des premier et second degrés dans l’académie de Rennes) ; à la rentrée 2014 on passait à 3 854 élèves (0,62%) : le progrès en 13 ans est donc de 0,20% de la population scolarisée totale.

Pour les classes bilingues de l’enseignement public, on passait de 2 628 élèves à la rentrée 2001 (0,43% des 615 000 élèves des premier et second degrés dans l’académie de Rennes) à 6 887 élèves à la rentrée 2014

(1,1%) : le progrès en 13 ans est de 0,67% de la population scolarisée totale.

Les classes bilingues de l'enseignement catholique avaient 2 128 élèves à la rentrée 2001 (0,35% des 615 000 élèves des premier et second degrés dans l'académie de Rennes) et 5 099 élèves à la rentrée 2014 (0,83%). Le progrès en 13 ans est de 0,48% de la population scolarisée totale.

Total 2001 : 7 365 (1,2%).

Total 2014 : 15 840 (2,5%).

Le progrès en 13 ans est de 1,3% de la population scolarisée totale. En supposant que ce rythme se maintiendra dans l'avenir, les 100% seront atteints dans 975 ans. Voilà pour le bilan numérique.

- Quant au nombre de nouveaux *brittophones* « produits » par ce système éducatif, c'est bien plus compliqué. Un anglophone utilise l'anglais dans toutes les circonstances de sa vie privée et publique, sauf circonstance exceptionnelle. Cela est sociolinguistiquement impossible pour un *brittophone* ; les seuls emplois autorisant l'usage régulier du breton sont l'enseignement et l'information (et encore...). Mais même en ne comptant que ceux qui seraient capables de le faire si les conditions sociales d'exercice du breton le permettaient, aucun chiffre sérieusement étayé n'est disponible, seulement des estimations.

Pour le bilan qualitatif, il faut considérer deux aspects :

- La présence du breton dans la vie sociale. Lena Louarn, troisième vice-présidente du Conseil régional de Bretagne, chargée des langues de Bretagne, déclare en 2004, à l'occasion de la première « Journée de la langue bretonne » qui réunit 3 000 personnes sur le site des Vieilles Charrues, à Carhaix : « Tous les éléments sont réunis pour relancer notre langue. De nombreux outils ont été créés pour promouvoir le breton, tant dans le domaine de l'éducation, des médias, que dans la vie publique. » Et surtout, dans la population, « le sentiment est favorable. Il faut mieux coordonner tous ces efforts. Et changer de braquet ! » Comment accélérer le mouvement ? « Il faut mettre un terme à l'effondrement du nombre de locuteurs le plus tôt possible en ouvrant de nouveaux terrains à la langue afin que l'on puisse l'utiliser en toutes occasions. Et en favorisant le lien entre les différentes générations de locuteurs. »

- Dans l'article 6 de sa charte « Diwan déclare son hostilité à toute uniformisation linguistique et est attachée aux diverses formes d'expression culturelle, affirmant que seule leur complémentarité est source d'unité, d'enrichissement mutuel et collectif. Le breton enseigné dans les écoles maternelles Diwan est celui utilisé dans leur environnement géographique

et humain ». Notre sentiment aujourd’hui est pourtant que la qualité même de la langue enseignée, et donc apprise, puis transmise, a profondément changé.

Ce que nous entendons lorsque des enfants des écoles bilingues et aussi bien leurs maîtres s’expriment dans les médias (on ne les entend guère ailleurs dans l’espace public), ce n’est assurément pas du français ; mais ce n’est pas non plus un breton qui aurait évolué dans la continuité de ce que leurs aïeux avaient comme première langue. Notre hypothèse est que l’effacement du breton hérité d’une part, la présence constante et massive du français dans l’environnement social d’autre part, ont créé une nouvelle variété de langue, une sorte d’hybride dont seule la dimension lexicale empêche l’intercompréhension avec le français, tandis que la phonétique, la phonologie, la prosodie, l’intonation et la syntaxe s’alignent irrésistiblement sur les normes du français médiatique.

La coupure générationnelle est tellement profonde, l’ignorance culturelle des néo-locuteurs tellement grande qu’elle les conduit à considérer que le breton n’a pas d’histoire antérieure à la taylorisation de sa transmission, dans les années 1970. Ainsi une chanteuse de pop-music en breton née en 1974 proposait-elle au printemps dernier, sur son *blog*, la suppression des mutations, afin de faciliter l’apprentissage de la langue.

Pour que des jeunes ayant reçu un enseignement complet en breton continuent à parler cette langue et la transmettent, il faudrait qu’ils fréquentent assidûment leurs anciens condisciples et qu’ils se marient entre eux au sein de groupes fortement soudés comme les juifs ultra-orthodoxes qui ne communiquent qu’en yiddish au sein d’une société où tout se passe en hébreu. Qu’en est-il dans la réalité ? Personne ne semble capable de dire combien de « brittophones » compétents (selon les critères en vigueur pour l’anglais, par exemple) sortent chaque année du système scolaire. En une dizaine d’années « Nous avons perdu 80 000 locuteurs pour cause de décès et gagné seulement 9 000 nouveaux locuteurs » écrit Fañch Broudic dans *Parler breton au XXI^e siècle*, paru en 2009. Qui sont donc ces 9 000 nouveaux bretonnants ? Des jeunes qui affirment savoir le breton ? Personne n’en sait rien.

Conclusion problématique

Les trois groupes que nous venons de décrire ne communiquent entre eux qu’exceptionnellement. On ne compte parmi eux pour ainsi dire aucun adulte actif à part les enseignants et les journalistes. C’est le statut du breton qui a basculé du pragmatique (je parle pour me faire comprendre d’autrui) au symbolique (je parle pour accomplir un devoir de sauvegarde).

Tous les efforts des trois systèmes scolaires, de l'Office public de la langue bretonne ou du département de breton-celtique de l'Université Rennes 2 tendent à inverser le processus en évoquant une hypothétique « reconquête linguistique » qui permettrait de reconstruire un espace de communication au sein d'une société désormais devenue entièrement francophone. La presse régionale leur ouvre tout grand ses colonnes, ils sont soutenus par nombre d'élus individuellement et par des majorités politiques au sein des collectivités territoriales, mais à notre connaissance le breton est totalement absent des travaux des différents conseils.

De plus, les bretonnants de naissance survivants n'ont eu de contacts avec la langue écrite qu'au temps du catéchisme, mais n'ont guère lu la littérature religieuse ou profane puisque l'Église a abandonné l'usage du breton autour des années 1950. Cela signifie qu'ils ne connaissent que l'usage quotidien de leur badume dans la vie domestique, l'agriculture et l'élevage. Leurs références culturelles venant de la presse et surtout de la télévision, le français s'impose entre eux sur des sujets de plus en plus nombreux.

Que nous réserve l'avenir ? Est-il raisonnable de dire que le breton actuellement existe dans un monde virtuel, qu'il a pour principale fonction de distinguer la Région Bretagne de ses voisines par son originalité linguistique ? Les 97,5 % des jeunes qui n'ont aucun contact avec le breton scolaire ignorent tout de la langue, jusqu'au nom du pain.